

**Dernières nouvelles du Parlement Européen
par Françoise GROSSETÊTE
Député européen - UMP (RHONE-ALPES, PACA, CORSE)**

**Pas de résolution sur le programme de travail de la Commission
pour 2009**

L'Assemblée plénière a rejeté une proposition de résolution commune (des groupes PPE-DE, ADLE et UEN) portant sur les priorités du Parlement européen relatives au programme législatif et de travail la Commission européenne pour 2009. Toutes les résolutions des groupes politiques ont également été repoussées.

Les députés ont rejeté la proposition de résolution commune par 102 voix pour, 306 contre et 207 abstentions.

Parmi les questions les plus controversées figuraient un amendement appelant la Commission à présenter une série de propositions pour une nouvelle législation sociale ainsi qu'un amendement soulignant l'importance de la poursuite du processus d'adhésion avec la Croatie et la Turquie dans l'espoir que les deux pays puissent répondre en temps voulu à tous les critères d'adhésion.

Ci-dessous l'intervention de Françoise Grossetête lors des débats sur les questions de santé et d'environnement:

" Monsieur le Président, Madame la Vice-présidente de la Commission, cette année 2008-2009 est une année charnière, parce que nous vivons un contexte de crise économique sans précédent et parce qu'il s'agit d'une année d'élections européennes, et donc malheureusement d'une année qui risque d'être assez perdue.

Il faut donc tout faire pour maintenir la compétitivité de nos entreprises et convaincre nos concitoyens que l'Europe est la bonne réponse. Malheureusement, nous voyons que le programme est chargé, trop chargé, et qu'il arrive trop tard, et ce n'est pas faute d'avoir lancé des mises en garde à ce sujet pendant plusieurs années.

Sur le changement climatique, Madame Wallström, vous nous avez dit que nous devons être pionniers d'une croissance intelligente. On est tous d'accord, mais les
Septembre II 2008

efforts seront communs ou ils ne seront pas. L'Europe ne peut pas se faire seule. Elle ne doit pas se tirer une balle dans le pied! Les conséquences des décisions que nous allons prendre seront lourdes sur les plans économique et social. On ne pourra pas parler d'un accord international sur le climat si la Chine, les États-Unis, le Brésil, l'Inde, ne s'engagent pas. Un accord sans la signature de la Chine, ce n'est pas un accord.

"On ne pourra pas parler d'un accord international sur le climat si la Chine, les États-Unis, le Brésil, l'Inde, ne s'engagent pas. Un accord sans la signature de la Chine, ce n'est pas un accord."

Dans le domaine de la santé, on nous annonce le paquet pharmaceutique. Enfin! Cela fait des années qu'on le réclame, ce paquet pharmaceutique. Il arrive au moment où nous allons préparer les élections. C'est quand même une grande frustration. Comment justifier notre lenteur à lutter contre la contrefaçon des médicaments alors qu'il s'agit là d'une véritable menace pour la santé, qu'il s'agit là d'un type grave de criminalité. Depuis longtemps, on aurait quand même pu travailler sur la traçabilité des médicaments et l'interdiction du reconditionnement.

Enfin, je pense qu'il faut absolument renforcer la politique du consommateur, surtout au vu de toutes les crises et de tous les scandales alimentaires que connaît le monde.

Alors veillons, je vous en supplie, Madame la Vice-présidente de la Commission, à ce que 2009 ne soit pas une année perdue!"

Lutte contre l'obésité: commencer dès le plus jeune âge

Les parlementaires européens ont adopté un rapport d'initiative relatif à la lutte contre l'obésité. L'Europe compte environ 22 millions d'enfants en surpoids et plus d'1,3 million souffriront d'excès de poids ou d'obésité d'ici 2010. Un rapport d'initiative réclame des mesures pour prévenir ce fléau. Un meilleur étiquetage des denrées, de meilleurs aliments dans les cantines, des restrictions sur les publicités pour les aliments malsains adressées aux enfants, ainsi qu'une TVA réduite pour les fruits et légumes figurent parmi les solutions proposées.

Ci-dessous l'intervention de Françoise Grossetête lors des débats:

"Monsieur le Président, 27 % des hommes, 38 % des femmes, un enfant sur quatre, sont aujourd'hui considérés en surpoids ou obèses en Europe, et on compte 400 000 nouveaux cas par an. C'est un véritable fléau qui est en train de se développer en Europe. L'information et la prévention sont certainement les bonnes réponses parce que, malheureusement, nous sommes face à un problème de santé publique, qui devient aussi un problème social. L'obésité se conjugue malheureusement souvent avec pauvreté et exclusion.

On a beaucoup parlé de l'information et de la prévention. Je ne vais pas revenir sur ce qui a été dit concernant l'étiquetage des aliments, le rôle des pouvoirs publics, les cantines scolaires, équipements sportifs, la transmission d'une bonne information, une alimentation saine et la nécessité d'un exercice physique quotidien.

Je voudrais insister sur le rôle essentiel des professionnels de santé, qui sont là pour détecter les risques de maladies chroniques liées à l'obésité, par exemple les diabètes, les maladies cardiovasculaires et les conséquences qu'elles ont, bien sûr, sur ces personnes en surpoids. La prévention passe par l'échange des bonnes pratiques, dans le respect du principe de subsidiarité.

" L'information et la prévention sont certainement les bonnes réponses parce que, malheureusement, nous sommes face à un problème de santé publique, qui devient aussi un problème social "

Les études ont montré, par exemple, qu'un tour de taille supérieur à 88 cm chez la femme, hors état de grossesse, et de plus de 102 cm chez l'homme définissent l'obésité abdominale et traduisent un risque pour la santé, et ce, indépendamment de la taille. C'est donc un repère très simple et encore insuffisamment pris en compte en consultation médicale. C'est pourquoi la mesure du tour de taille doit devenir pour tous les patients un point de repère simple, incitant à dépister au plus tôt les facteurs de risque associés comme l'intolérance au glucose, qui annonce un prédiabète, les excès de cholestérol, de triglycérides, l'hypertension artérielle, et on sait que tout cela, malheureusement, est aussi indice de développement de la maladie d'Alzheimer.

Voilà toutes les raisons pour lesquelles il faut véritablement s'appuyer sur le rôle des professionnels de santé."

Réduire la fracture numérique!

Suite à l'adoption ce mercredi au Parlement européen des rapports sur les communications électroniques et les services de communication audiovisuelle, Françoise Grossetête a souligné l'importance d'assurer un passage efficace de l'analogique vers le numérique en veillant à ce que l'usage et l'accès aux technologies de l'information et de la communication bénéficient au plus grand nombre.

"Grâce à cette Europe des projets concrets en prise avec la vie quotidienne des citoyens, le plus grand nombre d'entre eux pourra avoir accès aux technologies de l'information. Il est essentiel de permettre l'utilisation du dividende numérique pour apporter le haut débit dans les régions rurales. Cette réduction de la fracture numérique contribuera au développement social et sera à la fois une opportunité économique pour nos territoires.

La fracture numérique concerne aussi l'accessibilité des personnes « à mobilité réduite » (handicapés, mal voyants...), je me félicite de voir des avancées notables incitant les Etats membres à prendre en compte les exigences spécifiques liées au handicap. Nous devons néanmoins poursuivre nos efforts pour aller encore plus loin sur l'accès aux nouveaux services de communication électronique à l'ensemble des utilisateurs. Les opérateurs devraient avoir une obligation de fournir une assistance et un service minium à toutes ces personnes".

PARLEMENT EUROPEEN - Tél. +32.2.284.79.52 - Fax. +32.2.284.99.52
Assistants : François-Xavier VAUCHELLE / Thibault de LARY de LATOUR

francoise.grossetete@europarl.europa.eu
<http://www.francoise-grossetete.eu>